

Capital humain pour l'agriculture

85713

L'agriculture africaine sur une trajectoire de croissance

Au cours de la dernière décennie, les dirigeants africains avaient redonné à l'agriculture la première priorité. En 2004, le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) a été lancé. Dans la première stratégie conjointe de développement pour l'agriculture à l'échelle continentale, les dirigeants africains s'étaient mis d'accord pour augmenter l'investissement public en agriculture d'un minimum de 10 % de leurs budgets nationaux et d'accroître la productivité agricole d'au moins 6 %

Au cours de ces 10 années d'existence, les plans et programmes d'investissement élaborés par le PDDAA, pourtant de bonne qualité technique, ont souffert de difficultés de mise en œuvre au niveau pays à cause du manque fréquent de personnel technique qualifié.

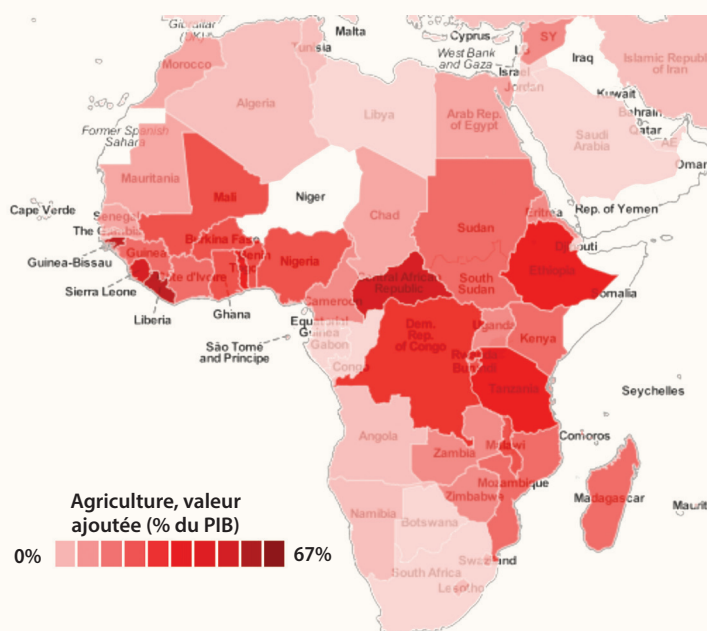
Le Communiqué ministériel de la conférence ministérielle de 2010 sur l'enseignement supérieur en agriculture en Afrique (ESA) déclarait : « Nous, les ministres, sommes conscients du fait que l'incompatibilité entre la nécessité absolue d'assurer le succès du PDDAA et la grave pénurie de capacités humaines nécessaires pour atteindre ce succès doit être résolue en tant que question d'urgence nationale, régionale et même mondiale ».

Le même communiqué souligne également que les universités doivent encourager des approches d'enseignement et d'apprentissage basées sur l'investigation et centrées sur l'étudiant de façon à assurer la production par les universités d'individus capables de cerner le problème et d'entrepreneurs.

PRINCIPAUX MESSAGES

- Les dirigeants africains considèrent l'agriculture comme un moteur susceptible d'entraîner le développement de l'ensemble de l'économie ; en Afrique subsaharienne, l'agriculture représente 32 % du produit intérieur brut et 65 % de l'emploi.
- L'efficacité de la croissance agricole en termes de réduction de la pauvreté est de deux à quatre fois supérieure à celle des autres secteurs ; malheureusement, cette croissance est freinée par le manque de professionnels qualifiés.
- La faiblesse du niveau de capital humain dans le secteur agricole africain reste une contrainte importante à la croissance, à la réduction de la pauvreté, et à la sécurité alimentaire sur le continent.
- L'enseignement agricole a été négligé pendant plusieurs décennies, et a été mal préparé pour satisfaire aux besoins croissants de professionnels qualifiés.
- Les ministres et dirigeants africains ont exigé une « approche radicalement nouvelle » pour l'enseignement agricole, vu que le système actuel est déconnecté du marché du travail.
- La Banque mondiale appuie les dirigeants africains dans leurs efforts pour transformer l'enseignement supérieur de façon à ce qu'il devienne capable de produire des entrepreneurs, des esprits créatifs et des dirigeants d'entreprises qui pourront contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Figure 1. La taille du territoire montre la proportion de personnes dans le monde inscrites dans l'enseignement supérieur



Source: La Banque Mondiale, 2014

Le secteur agricole reste l'épine dorsale de la plupart des économies africaines ; des améliorations dans ce secteur ont une corrélation positive avec tous les principaux indicateurs économiques et sociaux tels que le développement économique, les revenus extérieurs, le marché de l'emploi, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'équité.

Le Cadre 2006 pour la productivité agricole en Afrique a défini les moyens à mettre en œuvre pour réaliser la vision du PDDAA, à savoir atteindre un taux de croissance significatif dans le secteur de l'agriculture.

Attention aux différences

La figure 2 illustre de façon parlante la gravité du retard de l'Afrique subsaharienne en matière de capital humain. Elle montre pour l'ensemble du monde la proportion de personnes inscrites dans des formations professionnelles post-secondaires et dans l'enseignement supérieur. La taille d'une région reflète le nombre de ses étudiants inscrits. L'Afrique subsaharienne est pratiquement invisible. Un jeune Finlandais a 140 fois plus de chances de recevoir une éducation dans l'enseignement supérieur que son homologue au Mozambique ; cet écart s'élève à 200 lorsque l'on compare une Finlandaise à une Mozambicaine. Lorsqu'on sait que les institutions d'enseignement supérieur en Afrique sont déjà surchargées, vétustes, et souffrent d'un manque de ressources et de personnel, la question centrale est la suivante : comment l'Afrique s'y prendra-t-elle pour satisfaire une demande importante de diplômés, dotés de compétences et d'un esprit d'entreprise ?

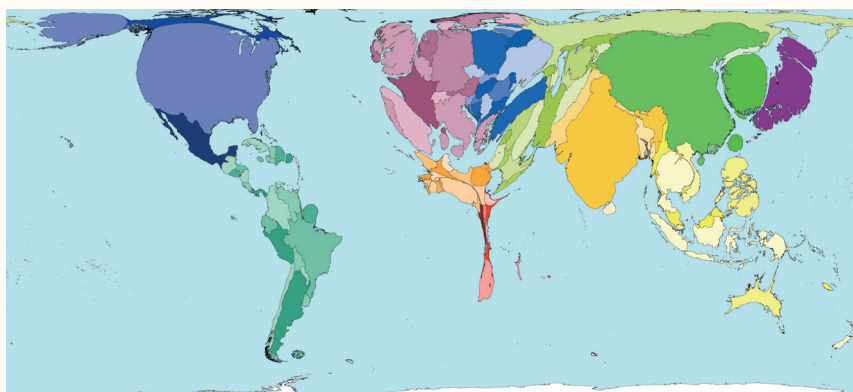
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A-T-IL UN IMPACT SUR LA PRODUCTION AGRICOLE ?

Selon un rapport de la Banque mondiale consacré à l'éducation (2002) : *l'enseignement supérieur a une influence directe sur la productivité nationale, laquelle à son tour détermine dans une large mesure le niveau de vie*

et la capacité d'un pays à concourir dans le processus de mondialisation. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) déclare de son côté qu'aucun pays n'est devenu développé sans une population bien éduquée et une base agricole solide qui lui assure la sécurité alimentaire (Education in Agriculture: Links with Development in Africa, SDdimensions, FAO, July 1996). La FAO reconnaît qu'un bon système éducatif ne pourra pas résoudre tous les problèmes, mais reste une précondition pour une production agricole et un développement économique durables, ce que confirme l'étude «Revisiting the Role of Education for Agricultural Productivity » qui démontre que l'éducation a un effet fortement positif sur la productivité agricole à l'échelle mondiale. Il s'agit d'un effet important :

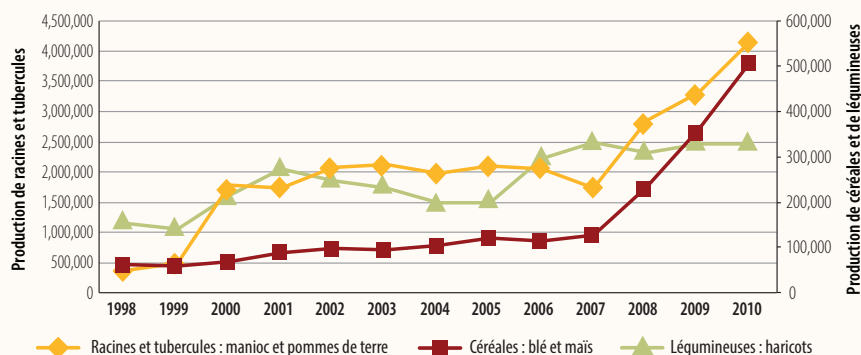
une année d'éducation supplémentaire pour la population dans son ensemble pourrait accroître la productivité de la terre d'environ 3,2 % (Am. J. Agr. Econ. (2013) 95 (1): 131-152). Le Rwanda constitue un autre exemple : le pays a investi de façon énergique dans son enseignement supérieur au cours des dernières années ; le nombre de diplômés depuis 2006 a doublé par rapport au nombre de diplômés au cours des 44 années précédentes suivant l'indépendance ; la figure 3, consacrée à la production alimentaire au cours de cette même période, montre un bond important dans la production alimentaire, qui coïncide avec la mise à niveau massif du capital humain. Néanmoins, la corrélation entre les deux phénomènes n'a pas encore été étudiée en détail.

Figure 2. La taille du territoire montre la proportion de personnes dans le monde inscrites dans l'enseignement supérieur



Source : <http://www.worldmapper.org>, Map no. 203

Figure 3. Évolution de la production alimentaire du Rwanda



Source : MINAGRI, Rapport annuel 2010/11

Tableau 1. Qu'étudient les étudiants ? Pourcentage de diplômés en Afrique et dans le monde (2008-2010)

	Éducation, art et sciences humaines	Sciences sociales, droit et affaires	Sciences	Ingénierie, fabrication et construction	Agriculture	Santé et bien-être social	Services	Autres
Afrique subsaharienne	26 %	44 %	12 % (3 % TCI)	4 %	2 %	5 %	0 %	7 %
Afrique du Nord	22 %	51 %	8 % (1 % TCI)	10 %	1 %	6 %	1 %	1 %
Asie	23 %	30 %	6 %	20 %	4 %	9 %	4 %	4 %
Amérique latine	23 %	38 %	7 %	9 %	2 %	13 %	3 %	5 %
OCDE	25 %	37 %	10 % (3 % TCI)	11 %	2 %	11 %	4 %	1 %

Source : *Perspectives économiques pour l'Afrique 2012*, CEA

L'ENSEIGNEMENT DES UNIVERSITÉS AFRICAINES NE CORRESPOND PAS AUX BESOINS DE L'AFRIQUE

Pourquoi l'agrobusiness africain a-t-il des difficultés à trouver des candidats médecins, ingénieurs ou cadres supérieurs? Le tableau 1 montre les matières préférées par les jeunes en Afrique subsaharienne. Il est frappant de constater combien les préférences de ces étudiants reflètent celles des pays de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE), malgré les énormes différences entre les économies et les sociétés. Malgré une forte demande d'emplois dans les industries extractives et les soins de santé en Afrique, le nombre d'étudiants inscrits dans des disciplines essentielles comme l'ingénierie et la santé est plus faible en Afrique que dans les pays de l'OCDE.

Plus frappant encore, à peine 2 % des étudiants africains se spécialisent en agriculture alors que ce secteur contribue à 32 % du PIB africain contre 1,4 % du PIB en Europe. L'Afrique a un avantage comparatif pour le développement d'entreprises en agriculture et un potentiel important, mais sous-utilisé pour un commerce régional et international de produits agricoles transformés. Dans ces conditions, comment se fait-il qu'à peine 11 % des étudiants africains s'inscrivent dans des disciplines ayant une haute capacité d'insertion professionnelle alors que 70 % s'inscrivent dans des disciplines qui ont déjà produit une cohorte de diplômés sans emploi? Une raison possible est que les diplômés de sciences sociales et de sciences humaines coûtent beaucoup

moins chers, car ils ne requièrent pas d'équipement de laboratoire ou de travaux pratiques. Dès lors, lorsque les gouvernements et les directions des universités doivent répondre à une pression du public pour plus de places dans les universités, ils semblent opter pour les solutions les moins chères du point de vue de l'offre, alors que ce choix ne permet pas de satisfaire aux demandes du marché du travail et du secteur privé. Plus d'autonomie des universités et des représentants du secteur privé dans les conseils d'administration de celles-ci pourrait contribuer à changer cette situation. Du côté de la demande, de nombreux jeunes brillants ne choisissent pas souvent d'étudier l'agriculture. Pour la plupart des jeunes Africains, l'agriculture reste synonyme de pauvreté. C'est un problème auquel sont confrontées d'autres régions en développement, de sorte que les universités africaines pourraient apprendre comment y faire face auprès de leurs homologues dans d'autres régions.

DES DIPLÔMÉS PRODUITS POUR UN MONDE QUI N'EXISTE PLUS

Selon un rapport de 2002 intitulé *Construire les sociétés du savoir : Nouveaux défis pour l'enseignement supérieur, l'enseignement supérieur produit des entrepreneurs, des esprits créatifs et des cadres d'affaires qui génèrent la croissance économique et transforment des pays pauvres en pays prospères*. Le défi de l'Afrique aujourd'hui est d'effectuer une transition dans l'enseignement en agriculture entre l'accent mis aujourd'hui sur un stockage passif des connaissances qui produit des «

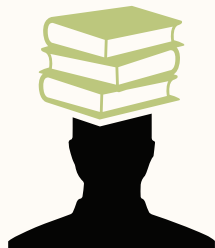
détenteurs de connaissances », et une attention plus proactive à « l'adaptation des connaissances » qui produit des « créateurs de connaissances » (figure 4) dotés des compétences et capacités dont le secteur agricole a urgemment besoin pour bénéficier pleinement de son potentiel. Le secteur agricole africain a besoin de professionnels et de cadres créatifs et entreprenants pour réaliser la vision du PDDAA d'un taux de croissance annuelle de 6 % de la productivité agricole.

De nouveaux défis exigent une façon de penser et des

Selon un rapport de 2002 intitulé *Construire les sociétés du savoir : Nouveaux défis pour l'enseignement supérieur*, « l'enseignement supérieur produit des entrepreneurs, des esprits créatifs et des cadres d'affaires qui génèrent la croissance économique et transforment des pays pauvres en pays prospères ». Le défi de l'Afrique aujourd'hui est d'effectuer une transition dans l'enseignement supérieur en agriculture (ESA) entre l'accent mis aujourd'hui sur un stockage passif des connaissances qui produit des « détenteurs de connaissances » et une attention plus proactive à « l'adaptation des connaissances » qui produit des « créateurs de connaissances » (figure 4). Ces derniers auront des compétences et des capacités dont le secteur agricole a urgemment besoin pour bénéficier pleinement de son potentiel. Le secteur agricole africain a besoin de professionnels et de cadres créatifs et entreprenants pour réaliser la vision du PDDAA d'un taux de croissance annuelle de 6 % de la productivité agricole.

Figure 4. Un nouveau paradigme de l'apprentissage dans l'ESA

L'approche actuelle africaine dans l'ESA produit essentiellement des réservoirs de connaissances passifs



La nouvelle approche africaine dans l'ESA devra être conçue pour produire des créateurs de connaissances actifs



Les étudiants d'aujourd'hui reçoivent des connaissances de façon passive et n'ont que très peu de compétences pour les appliquer une fois leur diplôme reçu. Les diplômés de demain auront moins de connaissances théoriques et (1) auront développé leur capacité de voir et d'analyser la réalité (2). Ils pourront vérifier si leurs connaissances sont suffisantes (1) et si non, en acquérir de nouvelles (3). Au cours de leurs interactions avec des diplômés dans le monde entier et grâce à un apprentissage expérientiel, ils disposeront d'une boîte à outils de compétences et de méthodes (4), qu'ils pourront appliquer à la réalité (2), et ensuite réfléchir sur le résultat. Ils apprendront à réfléchir sur leurs propres partis pris au cours de leurs interactions avec la réalité représentée ici comme étant la « fenêtre » (5) au travers de laquelle ils voient le monde (inspiré de Kolb, D 1984 *Experiential Learning: Experience as the source of learning and development*).

changements dans la façon dont ils sont gouvernés. Il faut encourager une culture de partage des connaissances entre la recherche, la vulgarisation et l'enseignement supérieur. L'information doit circuler dans les deux sens tout au long de la chaîne de la connaissance, depuis les producteurs jusqu'aux professeurs, et depuis les paysans jusqu'aux responsables de politiques. Le secteur privé doit participer à la définition des priorités et à l'enseignement, et aussi donner aux étudiants des occasions de quitter leurs salles de classe pour s'attaquer à des problèmes réels et accélérer l'acquisition de leurs compétences grâce à un apprentissage expérientiel. Il faut également revigorer les aspects éthiques dans les programmes éducatifs, de façon à border un terme à la corruption, à la mauvaise gestion des ressources publiques et naturelles, et aux abus d'autorité.

COUPER LE NŒUD GORDIEN

Il est temps de mettre en place des approches radicalement nouvelles et un engagement à utiliser tous les moyens disponibles pour accroître le capital humain dans l'agriculture africaine. Il est essentiel de réinvestir dans l'enseignement supérieur en agriculture, car ce secteur nourrit le reste de la chaîne des connaissances en courtiers du savoir, formateurs et enseignants, qui à leur tour feront progresser le développement des capacités en Afrique. Une augmentation de l'investissement public en agriculture par le biais du PDDAA bénéficiera à l'ESA, mais une augmentation de l'investissement direct étranger et de l'aide publique au développement seront également nécessaires

pour améliorer les équipements et installations et mettre à niveau les programmes d'études. L'Afrique peut s'inspirer de modèles éducatifs réussis dans d'autres pays du monde, qui ont produit des penseurs créatifs et entrepreneurs diplômés en agriculture, tels que Earth University au Costa Rica d'où sortent des entrepreneurs capables et diplômés, ou encore l'université d'État de l'Arizona qui a donné la priorité aux étudiants plutôt qu'aux demandes du corps professoral. De nouvelles technologies comme les cours de masse en ligne et ouverts pourront venir en complément de l'enseignement officiel. Il faudrait aussi que les gouvernements accordent beaucoup plus d'autonomie aux institutions de l'enseignement supérieur et encouragent des

Pour que ces changements aient lieu, il faudra plus qu'un groupe unique de parties intéressées travaillant de façon isolée. Les paysans et leurs organisations, le secteur privé, les institutions d'enseignement supérieur, les organisations communautaires, les organisations non gouvernementales, les pouvoirs publics, les partenaires au développement et les particuliers apportent chacun des avantages comparatifs qui leur sont propres, et il faut donc que tous participent à l'effort. Certains de ces acteurs pourront expérimenter et innover à faible coût, tandis que d'autres pourront valider et extrapoler, et d'autres encore pourront porter les résultats à des échelles plus vastes et les institutionnaliser.

POUR EN SAVOIR PLUS

- L'Association des universités africaines (AUA) page d'accueil : <http://www.aau.org>
- Agricultural Education and Training in Africa (AET) page d'accueil: <http://www.aet-africa.org/>
- African Network for Agriculture, Agroforestry and Natural Resources Education (ANAFE) page d'accueil: <http://www.anafeafrica.org/>
- Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) page d'accueil Earth University: <http://www.earth.ac.cr/?lang=en>
- Forum for Agricultural Research in Africa (FARA)'s agribusiness incubators page d'accueil <http://www.fara-africa.org/our-projects/unibrain/>
- IFPRI (2207) Strengthening Agricultural Education and Training in Sub-Saharan Africa from an Innovation Systems Perspective; Discussion Paper 00736 <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/ifpridp00736.pdf>
- Juma C (2012) Agriculture Education Key to African Development, Research from Harvard Kennedy School, volume 5, Issue 1. <http://www.hks.harvard.edu/news-events/publications/impact-newsletter/archives/autumn-2012/agricultural-education-key-to-african-development>
- Banque mondiale (2002) intitulé Construire les sociétés du savoir : Nouveaux défis pour l'enseignement supérieur http://siteresources.worldbank.org/INTAFRREGTOPEIA/Resources/Constructing_Knowledge_Societies.pdf

